

In Extenso

MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE

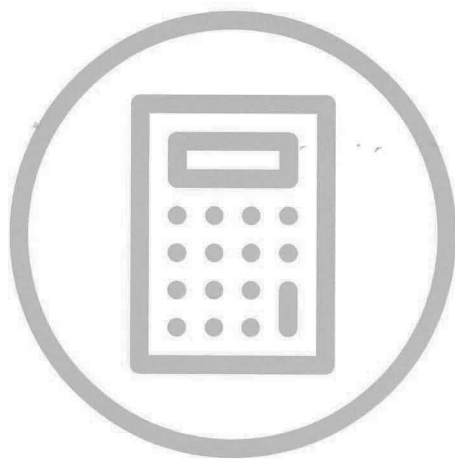
Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

94 Promenade du Fori

74400 CHAMONIX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

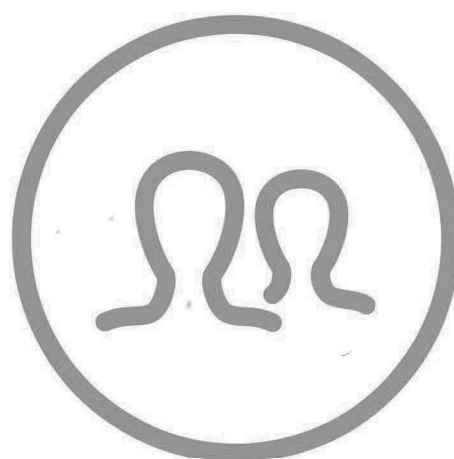
Exercice clos le 31 Décembre 2020



**Expertise
comptable**



Juridique



Conseil social

In Extenso Mont-Blanc

MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

94 Promenade du Fori

74400 CHAMONIX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2020

MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

94 PROMENADE DU FORI

74400 CHAMONIX

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée Générale de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des Articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nos travaux ont consisté à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que pour leur présentation d'ensemble.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à

MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE

l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marnaz, le 25 août 2021

Le Commissaire aux Comptes
IN EXTENSO MONT-BLANC

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'M. Palette', with a stylized flourish at the end.

Marylène PALETTE
Associée

BILAN

Actif	Du 01/01/2020 au 31/12/2020			31.12.2019
	Brut	Amort	Net	Total
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
FRAIS D'ETABLISSEMENTS				
FRAIS D'AUGMENTATION DE CAPITAL				
FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
CONCES. BREVETS LICENCES MARQUES				
DROIT AU BAIL				
AUTRES				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	321 935.52	272 302.80	49 632.72	42 991.25
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS SUR SOL PROPRE				
CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI				
INSTALLATION TECHNIQUE MATERIEL ET OUTILLAGE				
AUTRES	321 935.52	272 302.80	49 632.72	42 991.25
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES				
IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROITS				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	60.00		60.00	60.00
PARTICIPATIONS				
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
AUTRES TITRES IMMOBILISES				
PRETS				
AUTRES	60.00		60.00	60.00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1)	321 995.52	272 302.80	49 692.72	43 051.25
STOCKS ET ENCOURS	3 601.83		3 601.83	3 633.80
MATIERES PREMIERES & AUTRES APPROVISIONNEMENTS				
EN COURS DE PRODUCTION				
PRODUITS INTERMEDIAIRES				
MARCHANDISES	3 601.83		3 601.83	3 633.80
Fournisseurs avances et acomptes verses/commandes	6 129.44		6 129.44	3 716.99
CREANCES	12 118.41		12 118.41	9 737.71
CREANCES USAGERS ET COMPTES RATTACHES	2 750.92		2 750.92	9 545.71
AUTRES	9 367.49		9 367.49	192.00
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
DISPONIBILITES	379 831.31		379 831.31	336 403.57
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	1 260.00		1 260.00	1 321.29
TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)	402 940.99		402 940.99	354 813.36
CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (3)				
PRIMES DE REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (4)				
ECART DE CONVERSION ACTIF (5)				
TOTAL GENERAL	724 936.51	272 302.80	452 633.71	397 864.61

IN EXTENSO MONT-BLANC
SAS D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
Au capital de 2.800.000 Euros
390 rue des Peupliers 74460 MARNAZ
Siret: 606 620 144 00190 - APE 6920 Z

BILAN

Passif	31/12/2020	31.12.2019
	Montant	Total
FONDS PROPRES		
FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE	4 936.56	4 936.56
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES	72 482.70	72 482.70
REPORT A NOUVEAU	32 298.39	36 629.01
RESULTAT DE L'EXERCICE	-2 129.93	-4 330.62
TOTAL FONDS PROPRES (1)	107 587.72	109 717.65
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		
ECART DE REEVALUATION		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS REGLEMENTES		
DROITS DES PROPRIETAIRES		
TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (2)		
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (1 + 2)	107 587.72	109 717.65
PROVISIONS POUR RISQUES	61 410.91	
PROVISIONS POUR CHARGES	94 033.81	76 598.04
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (3)	155 444.72	76 598.04
FONDS DEDIES (4)	4 500.00	
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDITS		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCEURS DIVERS		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES	13 540.67	11 498.44
DETTE FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	14 003.02	22 856.40
DETTE FISCALES ET SOCIALES	107 440.80	117 282.50
DETTE SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
AUTRES DETTES	1 055.00	2 227.48
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	49 061.78	57 684.10
TOTAL DETTES (5)	185 101.27	211 548.92
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)		
TOTAL GENERAL	452 633.71	397 864.61

IN EXTENSO MONT-BLANC
SAS D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
Au capital de 2.800.000 Euros
390 rue des Peupliers 74460 MARNAZ
Siret 606 620 144 00190 - APE 6920 Z

COMPTE DE RESULTAT

Sélection période du 01/01/2020 au 31/12/2020

Toutes les écritures

Charges (ttc)	Du 01/01/2020 au 31/12/2020		31.12.2019
	Montant	Total	Total
CHARGES D'EXPLOITATION			
ACHATS DE MARCHANDISES			
VARIATION DE STOCK			
ACHATS MATIERES PREMIERES AUTRES APPROVISIONNEMENTS			
VARIATION DE STOCK	31.97		-822.19
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERIEURES	196 971.53		320 290.63
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	16 953.00		22 128.76
SALAIRES ET TRAITEMENTS	449 641.76		523 521.61
CHARGES SOCIALES	158 585.12		168 723.72
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		177 783.25	96 536.53
/IMMOBILISATIONS : DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	22 338.53		19 938.49
/IMMOBILISATIONS : DOTATION AUX PROVISIONS			
/ACTIF CIRCULANT : DOTATION AUX PROVISIONS			
RISQUES & CHARGES : DOTATION AUX PROVISIONS	155 444.72		76 598.04
SUBVENTIONS ACCORDEES PAR L'ASSOCIATION			
AUTRES CHARGES	5 280.63		5 344.85
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (1)		1 005 247.26	1 135 723.91
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN (2)			
CHARGES FINANCIERES			
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES			
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE			
CHARGES NETTES / CESSIION VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (3)			
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
SUR OPERATIONS DE GESTION	2 418.08		3 375.44
SUR OPERATION EN CAPITAL	200.00		2 265.49
DOTATION AUX PROVISIONS REGLEMENTEES			
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS EXCEPTIONNELS			
DOTATION AUX PROVISIONS REGLEMENTEES STOCKS			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (4)		2 618.08	5 640.93
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES (5)	4 500.00		
PARTICIPATION DES SALAIRES AU RESULTAT (6)			
IMPOTS SUR LES SOCIETES (7)			
TOTAL DES CHARGES		1 012 365.34	1 141 364.84
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE			
TOTAL GENERAL		1 012 365.34	1 141 364.84

COMPTE DE RESULTAT

Produits (ttc)	Du 01/01/2020 au 31/12/2020		31.12.2019
	Montant	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
VENTES DE MARCHANDISES	3 237.50		2 351.30
PRODUCTION VENDUE	169 813.83		255 475.46
SOUS-TOTAL A		173 051.33	257 826.76
PRODUCTION STOCKEE			
PRODUCTION IMMOBILISEE			
SUBVENTION D'EXPLOITATION	660 300.15		669 072.35
REPRISES SUR PROVISIONS TRANSFERT DE CHARGES	152 912.94		170 581.20
COLLECTES	60.00		265.00
COTISATIONS	21 862.73		36 075.28
AUTRES PRODUITS	0.41		1.42
SOUS-TOTAL B		835 136.23	875 995.25
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		1 008 187.56	1 133 822.01
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN (2)			
PRODUITS FINANCIERS			
DE PARTICIPATION			
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET CREANCES			
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	583.76		968.31
REPRISES SUR PROVISIONS			
TRANSFERT DE CHARGES			
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE			
PRODUITS NETS / CESSION VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3)		583.76	968.31
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
SUR OPERATIONS DE GESTION	464.09		543.90
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	1 000.00		1 700.00
REPRISES SUR PROVISIONS			
TRANSFERT DE CHARGES			
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (4)		1 464.09	2 243.90
REPORT DES RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS			
TOTAL DES PRODUITS		1 010 235.41	1 137 034.22
SOLDE DEBITEUR = PERTE		2 129.93	4 330.62
TOTAL GENERAL		1 012 365.34	1 141 364.84

IN EXTENSO MONT-BLANC
SAS D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
Au capital de 2.800.000 Euros
390 rue des Peupliers 74460 MARNAZ
Siret 606 620 144 00190 - APE 6920 Z

ANNEXE AUX COMPTES 2020 de la MJC de CHAMONIX**PREAMBULE**

L'exercice social clos le 31/12/2020 a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 31/12/2019 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 452 633,71€
Le résultat net comptable est une perte de 2 129,93€.
Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis.

1- REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'association applique les principes comptables préconisés par le PCG, identiques d'un exercice à l'autre, en recherchant une transparence économique pour ses adhérents et ses partenaires et aussi, bien entendu, une pérennisation de son activité. Sa gestion associative et ses attributions municipales pour un « service public » lui confèrent quelques particularités précisées ci-après.

Partenaire principal de l'association, la commune verse une subvention annuelle, représentant près de 50 % du budget, finançant les postes conventionnés à 100%. « *Nous percevons 20% de celle-ci sur janvier pour le 1^{er} trimestre et le solde mensuellement d'avril à décembre ce qui permet d'éviter les problèmes de trésorerie et de maintenir l'activité.* »

Un contrat d'objectif a été renégocié et signé en 2019, et arrivera à échéance le 31 décembre 2020.

Concernant la méthode d'amortissement du matériel, elle est basée sur le principe suivant depuis 2000 (avant cette date, le matériel investi était amorti durant l'exercice annuel) :

- 3 ans pour le matériel d'activités et « sensible » (audio-visuel, informatique) ;
- 5 ans pour le matériel de transport et mobilier fragile ;
- 10 ans pour le mobilier.

2- NOTES SUR LE BILAN ACTIF 2020

218200 – Matériel de transport – achat mini-bus

409000 – Fournisseurs avances – chèques cadeaux (annonce gouvernementale)

468700 – Produits divers à recevoir – Indemnité partielle décembre 2020 et versement du solde FONJEP

Disponibilité : 379 831,31€

Charges constatées d'avance : Formation DEJEPS

3- NOTES SUR LE BILAN PASSIF AU 31.12.2020

RAPPELS :

Méthode de calcul des indemnités de départ en retraite :

Jusqu'au 31 décembre 2008, la provision pour indemnités départ en retraite correspondait à ¼ de mois de salaire par année d'ancienneté.

Une importante modification est intervenue dans ce calcul suite à l'avenant 123 de la Convention Collective Nationale Animation R2-043 et 44 du 17 décembre 2008.

L'association a décidé d'appliquer à compter du 1^{er} janvier 2009 la méthode d'estimation suivante : la provision pour indemnités de licenciement et par ricochet, les indemnités de départ en retraite est égale à 1/4 de mois de salaire par année d'ancienneté jusqu'à la dixième année incluse puis 1/3 de mois de salaire à partir de la onzième année.

Comme les années précédentes, la provision n'est comptabilisée qu'à partir de la 5^{ème} année de présence à la MJC ; régularisation et comptabilisation tous les ans par rapport à la valeur du point (convention collective).

Ce calcul fait abstraction de la probabilité de départ à la retraite, ou de décès avant l'âge du départ.

151800 – PROVISIONS POUR RISQUES

- Provisions indemnités activité partielle (ETAT) d'un montant de 42 754,04 €, somme correspondant aux indemnités activité partielle non soumises à charges relatives au montant des salaires liés aux « postes conventionnés » (cf. contrat d'objectif 2019-2020). Cette obligation de déclaration en chômage partiel était la seule possibilité pour notre association de préserver le statut et la couverture sociale des salariés tout en respectant les obligations légales de l'employeur.

- Provisions charges patronales activité partielle (indemnités activité partielle non soumises à charges alors que la ville a versé la totalité des salaires chargés – subvention sur les postes conventionnés)

158000 – PROVISIONS POUR CHARGES – les 20 ans du Printemps Musical

194000 – FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT

- Subvention DDCS pour Femme Egalité Réalité

- Subvention Départementale Haute Savoie pour Femme Egalité Réalité

Compte 419000 – Usagers = réservation 2020/2021 sur accueil de loisirs

Compte 408000 – In Extenso, ville de Chamonix (repas ALSH), chèques cadeaux concerne l'exercice 2020 non parvenues.

En ce qui concerne **les comptes 428200 et 438200** ils correspondent à la **valeur des congés à payer** à la fin de l'exercice et varient d'une année sur l'autre suivant les congés non pris par l'ensemble du personnel au 31/12/2020.

Compte 487000 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE correspond à :

- Péréquation des activités (septembre/juin),
- Péréquation des adhésions (juin à mai)

4- NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT 2020

CHARGES

La différence entre 2020 et 2019 sur les comptes Achats et Sous-traitance est dû à la crise sanitaire, saison culturelle et activités n'ayant pu être réalisées.

Les dotations correspondent aux provisions (bilan)

689400 – Engagements à réaliser (fonds dédiés-bilan)

PRODUITS

742000 – Subvention Région, sur projets

743000 – Subvention Départementale – la différence est le versement exceptionnel dû à la crise sanitaire

744000 – Subvention Communale (contrat d'objectif – 592000€) – La différence correspond aux dépenses non engagées sur la culture et les musiques actuelles

745000 – Subvention « prestations CAF » est calculée enfants/horaires

745100 – Bons vacances CAF – diminution de la valeur du bon (10€) et du nombre d'enfants

756000 – Cotisations adhérents

756220 – Participation saison culturelle – arrêt de la saison en mars, crise sanitaire

5- CONCERNANT LES ACTIVITES

Le respect de l'équilibre budgétaire :

- L'accueil de loisirs
- Les actions jeunes et culturelles

Volonté d'une politique tarifaire attractive pour les jeunes ainsi que pour l'ensemble des adhérents de l'association qui perdure depuis plusieurs années. Suite à la crise sanitaire, remboursement total des « accueils de loisirs » et partiel des activités (celles qui n'ont pu être maintenues)

Engagement fort des bénévoles pour le fonctionnement de la Maison au quotidien.

6 - CONCERNANT LES FINANCEMENTS

Nous constatons :

- Augmentation de la subvention communale de la masse salariale pour les postes conventionnés ;
- Maintien de la subvention communale pour les actions jeunesse ;
- Maintien de la subvention communale pour les actions culture ;
- Maintien de la subvention pour l'enseignement des musiques actuelles ;
- Subvention Conseil départemental pour le projet 'Remballe Ta Haine' et 'Femmes, Egalités, Réalités, et subvention exceptionnelle suite à la crise sanitaire.
- Subvention DDCS pour les projets 'Remballe Ta Haine', 'Femmes, égalités, réalités' et « colo apprenantes » et soutien aux accueils de loisirs.

7 - AUTRES INFORMATIONS

La Convention Générale permet à la MJC de disposer gratuitement d'hébergements pour ses activités. Cette mise à disposition comprend plusieurs bâtiments communaux avec chauffage, eau, électricité, une partie de la téléphonie et entretien. A ce jour, ces contributions volontaires n'ont pas pu être valorisées et justifiées par la ville de Chamonix.

Tous les administrateurs sont des bénévoles et participent à la gestion politique de l'association. Certaines activités sont encadrées par des bénévoles. D'autres adhérents s'investissent dans des projets, plus particulièrement dans l'organisation et le soutien des manifestations de l'association.

Suite à la crise sanitaire liée au Covid-19 en France, l'association a adapté son fonctionnement pour tenir compte des mesures sanitaires prises par le gouvernement notamment les gestes barrières. Afin de faire face à la baisse d'activité, elle a eu recours à l'activité partielle.

La pérennité de l'association n'est pas remise en cause au 31/12/2020.

Fait à Chamonix, le 27 février 2021

La Trésorière,
Martine Froucht

Drôme Ardèche

Aubenas
Montélimar

Portes-lès-Valence
Privas

Romans-sur-Isère
Valence

Isère

Grenoble
La Côte Saint André

Meylan
Moirans

Saint-Etienne-de-st-Geoirs
Roussillon

Savoie

Aix-les-Bains
Albertville

Bourg-Saint-Maurice
Chambéry

Val d'Isère

Haute Savoie

Annecy
Arâches-la-Frasse
Chamonix
Cluses

Faverges
La Clusaz
La Roche-sur-Foron
Les Gets

Rumilly
Sallanches
Seyssel
Thônes

Retrouvez toutes nos agences sur www.inextenso.fr



Paie



**Conseil
en création**



Audit

In Extenso